

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

Hebdomadaire

123, rue Montmartre, Paris

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Une situation nette (*Boris Souvarine*). — Pour la Révolution allemande (*D. J. Wynkoop, Henriette Roland Holst, S. J. Rutgers*). — La Révolution d'octobre (*L. Trotsky*). — Le Salut de l'Internationale communiste au Congrès de Strasbourg.

Le groupe Communiste français de Moscou (*Pierre Pascal*). — Explication définitive (*Boris Souvarine*). — Réponse au *Populaire* (*Borodine*). — Le mouvement communiste en Grande-Bretagne (*A. Inkpin*).

UNE SITUATION NETTE

L'évolution interne du Parti socialiste français se précipite et clarifie les deux tendances antagonistes classiques qui se sont toujours heurtées dans les périodes révolutionnaires. La position commode intermédiaire du Centre n'est plus tenable : social-patriotes avérés et social-patriotes honteux se sont unis à Strasbourg, après avoir en commun sanctifié la défense nationale, glorifié l'unité à tout prix avec les traîtres, proclamé la Révolution impossible, affirmé la valeur révolutionnaire des réformes. La gauche, dont les forces ne cessent de croître et dont l'influence rayonne aujourd'hui sur les principaux centres prolétaires, leur oppose le bloc de la doctrine communiste intégrale, formulée à merveille par la nouvelle Internationale.

Contre ce bloc se sont brisés les arguments sophistiqués des opportunistes et ceux-ci l'ont implicitement reconnu en feignant d'adopter, au cours de la campagne qui précéda le Congrès, les thèses de l'Internationale Communiste, habilement frelatées pour détruire leur valeur révolutionnaire à l'insu des militants mal éclairés dont ils voulaient capter l'adhésion. Si l'hypocrisie est un hommage rendu par le vice à la vertu, la « reconstruction » est un premier hommage rendu par les partisans de l'Internationale jaune à l'Internationale rouge.

Fidèles à l'Internationale jaune : il faut rendre aux reconstructeurs du *Populaire* et de l'*Humanité* cette justice qu'ils le furent jusqu'au bout. Leurs efforts désespérés pour restaurer le prestige de cette association de ministres et de diplomates, ceux-là féroces, ceux-

ci corrompus, ont persisté jusqu'au récent Congrès de Leipzig. Les résolutions des Indépendants, adoptées sous la pression des masses gagnées au communisme, mais entachées d'équivoque par des chefs pour qui la tactique domine les principes, ont mis un terme à leurs tentatives. Il fallut que les reconstructeurs se résignassent à évoluer, pour ne pas perdre tout à fait le contact du prolétariat révolutionnaire, et ils accablèrent soudain de flétrissures la seconde Internationale au nom de laquelle ils juraient la veille. Leur confiance dans les roueries politiciennes leur donna l'audace nécessaire pour exprimer un désir inattendu, mais apparemment ardent d'entrer dans la Troisième Internationale. Comme Britannicus voulait embrasser son rival pour l'étouffer, ils se proposaient d'embrasser la cause communiste pour la ruiner. Mais quelque'un troubla l'entreprise...

Nous nous remémorons la singulière diversité de leurs arguments successifs, puisés dans un arsenal de rhétorique et de sophismes, à mesure que s'en avérait l'inefficacité. Pendant de longs mois, ils avaient affirmé que l'Internationale Communiste n'existait pas. L'un considérait les bolcheviks comme des boudeurs qui seraient bien contents de revenir un jour dans la deuxième Internationale, humbles et repentants. Un autre prétendait que la troisième Internationale n'était qu'une manœuvre diplomatique de l'astucieux Tchitchérine en vue de recruter des alliés pour les Soviets au sein même des Etats en guerre contre eux. Un troisième se hasarda d'affirmer qu'elle n'était qu'une « Internationale agraire », ce qui ne

ont pas longtemps. Un quatrième proposa purement et simplement la fusion de toutes les Internationales. (C'était simple, mais il fallait y penser...) Un cinquième découvrit que les bolcheviks, ayant subi à Brest-Litovsk les exigences des impérialistes allemands et se déclarant disposés à accorder des concessions aux capitalistes alliés, n'avaient pas le droit de se montrer si difficiles à l'égard de la deuxième Internationale... Nous en passons, et des plus ridicules.

Cependant, l'autorité du Comité de la 3^e Internationale grandissait, et un irrésistible courant se manifestait dans le Parti pour l'adhésion à l'Internationale Communiste. Alors surgit le « Comité de Reconstruction de l'Internationale » qui énonçait le postulat : il n'y a plus d'Internationale, et annonçait son intention d'en construire une nouvelle. Nous fîmes observer doucement qu'il était un peu tard, que la tâche avait été accomplie à Moscou dès Mars 1919, et nous énumérâmes une imposante liste de partis et fractions révolutionnaires éprouvés constituant la nouvelle organisation. En même temps, nous insistâmes sur la nécessité d'abjurer les erreurs et les crimes du « socialisme de guerre », d'adopter les thèses et la tactique communistes, conditions nécessaires mais suffisantes pour résoudre ce que l'on appelait « le problème de l'Internationale » par l'entrée des communistes français dans l'Internationale Communiste.

Les reconstruc-teurs nous répondirent par un torrent d'injures qui sont encore dans toutes les mémoires. Cela ne produisant pas l'effet désiré, mais un effet contraire, on fit appel au mélodrame. Longuet accusa Loriaut d'avoir circonvenu Lénine par une mystérieuse lettre, (pas moins), jeta dans la discussion le nom d'un mystérieux bolchevik, Kemerer, en le classant injurieusement parmi les reconstruc-teurs (notre excellent Kemerer n'étant pas là pour protester), et inventa une histoire abracadabrante de sommes énormes proposées au *Populaire* par les bolcheviks, ce qui mit Renaudel en liesse et plongea la presse réactionnaire dans l'allégresse. Frossard renchérit encore en contant la conversion au bolchevisme d'un camarade qui revint de Stockholm, ayant farci de roubles ses chaussures, ses vêtements et nous ne savons encore quoi !

Tout cela dispensait les reconstruc-teurs — croyaient-ils — de réfuter la doctrine communiste, propagée par le Comité de la 3^e Internationale.

Mais cette doctrine triompha pourtant dans les trois plus grandes villes de France. Quatre mille voix de majorité à Paris, l'unanimité à Lyon, une forte majorité à Marseille, sans compter l'ensemble de Fédérations rurales comme la Drôme, le Vaucluse, la Dordogne...

Il fallut se hâter d'improviser une théorie. Pressemane et Paul Faure l'ont fait à Strasbourg, le quatrième jour du Congrès, après que les plus mesquines manœuvres et les plus méprisables procédés eurent été mis en jeu. Edifiant spectacle !

Nous avons assisté au suicide politique de deux hommes qui avaient fait naître bien des espoirs. Combien ils regretteront, bientôt, l'invention de la sténographie qui leur rappellera implacablement l'aberration où ils ont sombré... Jamais le réformisme ne connut plus beaux jours. Ni Albert Thomas, ni Varenne n'ont trouvé de tels accents pour renvoyer aux calendes une hypothétique Révolution, éternellement vouée au domaine des abstractions. Et à quel point se trouvent justifiées, vérifiées, confirmées les vues pénétrantes de Lénine, lequel a toujours déclaré que les centristes sont les pires adversaires de la Révolution prolétarienne...

Félicitons-nous de la coalition de ces phariseurs révolutionnaires avec les social-patriotes déshonorés à jamais : elle témoigne de notre force grandissante. Quand ils se coaliseront ouvertement avec la bourgeoisie contre les communistes (ce qui ne saurait longtemps tarder), nous serons près de toucher au but...

Boris SOUVARINE.

UN VRAI COMMUNISTE

Doit adhérer au Comité de la Troisième Internationale ;

Doit s'abonner au

Bulletin Communiste

Doit trouver autour de lui, dans les organisations dont il est membre, de nouveaux abonnés au *Bulletin* (nous avons des feuilles d'abonnements à la disposition de tous) ;

Doit lire et répandre les brochures de littérature communiste.

C'est par centaines et par milliers que nos brochures doivent être diffusées. Que nos amis en fassent prendre des quantités par leur section, leur Fédération socialiste, par leur syndicat, par leur Bourse du Travail.

L'action communiste sous toutes ses formes, pour pénétrer les masses et les guider dans leur lutte quotidienne, doit être constante et inlassable.

Des réunions publiques de propagande ! Des conférences éducatives consacrées aux doctrines et destinées à former les propagandistes ! Une ample distribution de *Bulletins* et de brochures communistes ! Et que les mots d'ordre de l'Internationale communiste retentissent dans toutes les démonstrations ouvrières !

POUR LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

Appel au prolétariat anglais, français et belge

Prolétaires,

Dans un élan magnifique, le prolétariat allemand a liquidé en quelques jours le coup d'Etat des Kapp et des Luttwitz. La réaction des junkers a été brisée, grâce à l'intrépidité des masses, qui se sont dressées comme un seul homme. Ces masses ouvrières, divisées en elles-mêmes, affamées et misérables, abattues par le régime Noske, dépourvues d'armes, privées de leurs meilleurs chefs se sont unies en un geste superbe de combat et ont fait preuve à l'heure suprême d'un esprit d'initiative et d'un courage admirables. Sans un instant d'hésitation, le prolétariat allemand a abandonné les usines, immobilisé les transports et les services publics ; il s'est procuré les armes qui lui manquaient et, se servant du fusil comme de la grève, combinant les deux grandes méthodes de lutte de la classe ouvrière, il a vaincu.

Dès le premier jour de la lutte contre le coup d'Etat des hobereaux, une autre lutte se dessine, comme une flamme qui brille plus vivement au milieu d'une grande nuit. Cette flamme, c'est la lutte contre le régime bourgeois servi par le gouvernement social-démocrate, la lutte contre la tyrannie et l'oppression capitalistes, pour la libération de l'exploitation du travail, pour le régime des conseils d'ouvriers et la dictature du prolétariat. Dans les faubourgs de Berlin, en Saxe, en Thuringe, en Wurtemberg, en Bavière, dans l'Allemagne entière, mais surtout dans le pays rhénan et la Westphalie, les conseils ouvriers surgissent et s'efforcent de prendre en main le pouvoir. Les prolétaires s'arment, se groupent en Gardes Rouges, les villes industrielles de l'ouest deviennent autant de forteresses où la révolution sociale s'organise et se renforce.

En même temps, la vague révolutionnaire gagne les campagnes, des troubles agraires éclatent en Poméranie et en Mecklenbourg, tandis qu'une partie de l'armée, des marins et de la police se refuse à combattre la révolution. Le gouvernement Ebert affolé, voit le véritable adversaire, voit Spartacus vaincu, décimé, écrasé tant de fois, qui relève la tête, plus fort et plus menaçant que jamais. Il voit les grandes masses du parti socialiste indépendant mener le combat de front avec l'avant-garde communiste, il voit en main étroite même les membres du parti social-patriote s'unir à eux pour les démonstrations, les grèves et la lutte armée. Et l'effroi du gouvernement augmente devant l'attitude de la bureaucratie syndicale, qui, bien à contre-cœur et craignant d'être submergée par le flot révolutionnaire, exige la socialisation immédiate des mines, les désarmements des troupes, la créa-

tion d'une milice, la participation au pouvoir de la commission centrale des syndicats ; — exigences qui, quoique en réalité une manœuvre de la bureaucratie syndicale, montrent que celle-ci est obligée de faire certaines concessions aux aspirations générales des masses vers le système des soviets.

Et sans hésiter, le gouvernement Ebert se décide à lutter jusqu'au bout pour le maintien du régime capitaliste : il rassemble ses forces, il se tourne contre la gauche pour terrasser Spartacus. Noske, dont on avait annoncé la démission, a été encore maintenu quelques jours comme ministre par la majorité des élus social-démocrates à l'Assemblée nationale.

Laissant tranquillement la contre-révolution des hobereaux s'installer, se renforcer dans la Silésie et la Prusse orientale, cette Vendée allemande, Noske le bourreau, Noske le massacreur a concentré toutes les troupes fidèles à sa disposition contre la Westphalie et le pays rhénan, les grands foyers de la révolution sociale où elle gagne chaque jour en vigueur et en éclat. C'est là que se décidera la lutte entre le passé et l'avenir, c'est là que soit le capitalisme allemand recevra un coup mortel, soit la tentative grandiose des masses ouvrières pour prendre le pouvoir sera noyée dans un fleuve de sang.

Et tandis que les milliers et milliers d'ouvriers, concentrés dans ces nombreuses cités du pays rhénan ne formant qu'une immense agglomération industrielle, déjà ébauchant les formes politiques de la société nouvelle, rétablissent l'ordre, remettent en train les services publics, organisent la première armée rouge dans l'Europe occidentale, les chargés d'affaires des gouvernements anglais et français s'adressent au gouvernement Ebert pour le complimenter de sa victoire sur la « réaction » et lui offrent leur appui pour écraser la république communiste naissante — ainsi que Bismarck, il y a presque un demi-siècle, offrit son appui à Thiers pour écraser la Commune.

Devant l'ennemi commun : la révolution sociale, vainqueurs et vaincus oublient leurs divisions ; leur opposition d'intérêts s'efface devant l'intérêt général de la classe capitaliste, devant son instinct de conservation.

Déjà, Lloyd George, Millerand et Vandervelde passent l'éponge sur leurs différends avec la bourgeoisie allemande. Plus : ils s'approprient à verser le sang du peuple anglais, français et belge pour la sauver.

Déjà, les soldats anglais à Solingen ont aidé à écraser l'insurrection spartakiste.

Déjà, les commandants des troupes de l'En-

LA REVOLUTION D'OCTOBRE

tente ont délibéré à Mayence sous la présidence de Foch sur les mesures à prendre contre le mouvement communiste dans le bassin de la Ruhr.

Déjà, le chargé d'affaires anglais a informé le vice-chancelier allemand Schiffer que l'Entente ne livrerait ni vivres, ni matières premières à une république allemande des soviets.

Déjà, l'Entente a permis que les troupes du gouvernement en marche contre l'insurrection communiste traversent le pays occupé et que celui-ci, dans l'attaque concentrée contre l'armée rouge, serve de base d'opération.

La solidarité unissant toutes les bourgeoisies, tous les militarismes est proclamée ouvertement, cyniquement, sans fard. Il s'agit de manifester aussi ouvertement, aussi fermement, la solidarité prolétarienne.

Prolétaires anglais, français et belges ; soldats, paysans, intellectuels laissez-vous vos classes dirigeantes se servir de vous pour piétiner la révolution allemande ?

La révolution allemande — c'est là une façon de s'exprimer, une locution traditionnelle. Mais, à vrai dire, il n'y a pas de révolution russe, anglaise, française, italienne ou espagnole. Il n'y a qu'une seule révolution sociale comme il n'y a qu'une seule organisation capitaliste, comme il n'y a qu'un seul socialisme, un seul espoir des opprimés et des exploités de tous les pays.

Vos gouvernements savent que la République de conseils ouvriers établie en Allemagne, c'est l'accord de l'Allemagne avec la Russie soviétiste, c'est-à-dire le développement merveilleux de l'industrie et de la technique de l'une et les ressources immenses en produits agricoles, en terres fertiles et en matières premières de l'autre s'unissant, se fondant, se fécondant réciproquement. Vos gouvernements savent que cet accord, c'est la révolution prolétarienne désormais invincible, tant par l'armée du blocus que par le fer et le sang. Ils savent que cet accord signifie l'évolution rapide et certaine de la production et de la culture communiste, son rayonnement tous les jours plus lumineux, plus serein, plus irrésistible vers les pays où le capitalisme immonde, puant la corruption et transpirant le sang, se débat encore dans une agonie horrible. Ils savent que le triomphe de la révolution en Allemagne entraînera immédiatement des mouvements révolutionnaires en Yougoslavie, en Pologne, dans les Balkans, en Italie, etc. Ils savent que si le capitalisme s'effondre dans l'Europe centrale, le capitalisme dans l'Europe occidentale est frappé mortellement. Ils savent, eux, que la révolution sociale est *une*, que l'écraser en Allemagne c'est l'écraser en germe dans leur propre pays.

Prolétaires français, anglais et belges, vous laisserez-vous encore une fois leurrer par vos classes dirigeantes ? Serez-vous les meurtriers de vos frères ? Préparez-vous, en accomplissant cette abomination, votre écrasement de demain ?

Ou bien, saurez-vous mettre à profit les leçons de six années de souffrances inouïes, des expériences déchirantes par lesquelles a passé l'humanité ? Avez-vous compris la lumière qui vient de l'est, la lueur d'une espérance nouvelle, immense, a-t-elle dissipé en vous les brouillards de l'inconscience, purifié vos esprits et raffermi vos cœurs ?

Si oui, vous savez ce que vous avez à faire, à faire immédiatement, aujourd'hui même ; demain serait trop tard peut-être.

Il s'agit de refaire en grand pour vos frères allemands, avec infiniment plus de fermeté et de vigueur, le geste que vous avez ébauché pour vos frères russes et qui, quoique insuffisant et faible, a contribué à les sauver.

Prolétaires anglais, songez aux meetings tumultueux, superbes, du « Hands off Russia Committee » : ils ont été une force pour la levée du blocus.

Prolétaires français, songez aux marins de la mer Noire, aux dockers de Bordeaux : leur courage a contribué à la défaite des partisans de l'intervention militaire.

Ouvriers de l'Entente, déclarez hautement votre solidarité avec la révolution allemande. Exigez de vos gouvernements le rappel des garnisons du pays occupé.

Cheminots, refusez à effectuer aucun transport de troupes, d'armes ou de munitions vers l'Allemagne.

Tous, répondez à chaque tentative de vos gouvernements pour étrangler la révolution allemande en étendant et en renforçant votre propre activité révolutionnaire. Prouvez-leur que si la bourgeoisie internationale est *une* dans la défense de son ordre social ruiné et pourri, le prolétariat international est *un* dans sa lutte héroïque pour la délivrance.

Hardiment en avant, camarades !

C'est de vous que dépend en ce moment le sort de la révolution européenne, de votre courage, de votre initiative, de votre perspicacité.

Vive la révolution communiste en Allemagne !

Vivent la révolution mondiale, la république universelle des soviets !

Pour le Comité exécutif du Bureau
Auxiliaire d'Amsterdam de la III^e
Internationale :

D. J. WYNKOOP, HENRIETTE ROLAND-
HOLST, S. J. RUTGERS.

La Revue Communiste

Mensuelle

Directeur : CH. RAPPOPORT

Le numéro : 3 francs

Paris

12, rue Grange-Batelière (9^e)

A propos du second anniversaire de la Révolution d'octobre, qui sera fêté prochainement, il me semble utile de mettre en relief l'un des traits distinctifs de cette révolution, qui n'a pas été souligné comme il conviendrait dans les souvenirs et les articles qui lui ont été consacrés. L'insurrection d'octobre a été, pour ainsi dire, fixée à l'avance, à une date précise, au 25 octobre ; elle a été fixée de la sorte, non par une réunion secrète, mais ouvertement, publiquement, et cette insurrection victorieuse a eu lieu le jour du 25 octobre 1917, comme il avait été décidé.

L'histoire mondiale connaît un grand nombre de révolutions et d'insurrections. Mais c'est en vain que l'on chercherait dans l'histoire une autre insurrection de la classe opprimée qui ait été fixée d'avance et publiquement, à une date précise, et accomplie au jour fixé et victorieusement. A ce point de vue comme à beaucoup d'autres d'ailleurs, la révolution d'octobre est unique et incomparable.

La prise du pouvoir à Petrograd avait été fixée au jour de la réunion du second Congrès des Soviets. Cette « coïncidence » n'était pas le fait de conspirateurs prudents, mais résultat de l'ensemble du cours antérieur de la révolution et, en particulier, de l'œuvre tout entière d'agitation et d'organisation de notre parti. Nous réclamions la remise du pouvoir aux Soviets. Autour de ce mot d'ordre, nous avions groupé, sous l'étendard de notre parti, une majorité dans tous les Soviets les plus importants. Il arriva donc ultérieurement qu'il ne nous fut plus possible de nous borner à « réclamer » la remise du pouvoir aux Soviets ; en notre qualité de parti dirigeant des Soviets, nous devions prendre ce pouvoir. Nous ne doutions pas que le second Congrès des Soviets nous donnerait la majorité. Nos ennemis non plus ne pouvaient pas s'y tromper. Ces derniers s'étaient opposés d'ailleurs de toutes leurs forces à la convocation du second Congrès. Aussi, à la réunion de la section soviétiste de la « Conférence démocratique », le menchévik Dan s'était-il efforcé par tous les moyens de faire échouer la convocation d'un second Congrès des Soviets. Et, lorsqu'il lui eût été impossible d'y parvenir, il avait essayé d'en retarder la convocation. Les menchéviks et les socialistes révolutionnaires avaient motivé leur opposition à la convocation du Congrès des Soviets en soutenant que ce Congrès pouvait servir d'arène à une tentative des bolcheviks pour prendre le pouvoir. En ce qui nous concerne, nous avons insisté

sur la convocation urgente du Congrès, sans cacher qu'il était, à notre avis, nécessaire, précisément pour arracher le pouvoir des mains du gouvernement de Kérénsky. Finalement, au scrutin, à la section soviétiste de la Conférence démocratique, Dan avait réussi à retarder la date de la convocation du Congrès, du 15 au 25 octobre. De la sorte, le politicien « réaliste » du menchévisme avait marchandé à l'histoire un délai exactement égal à dix jours.

A toutes les réunions d'ouvriers et de soldats, qui avaient lieu à Petrograd, nous posons la question de la manière suivante : le 25 octobre doit se réunir le deuxième Congrès des Soviets ; le prolétariat et la garnison de Petrograd exigeront du Congrès qu'il mette avant tout à l'ordre du jour la question du pouvoir et qu'il la résolve dans le sens que désormais le pouvoir appartienne au congrès général des Soviets ; si le gouvernement de Kérénsky essaie de disperser le Congrès — ce sont les termes mêmes des innombrables résolutions votées à ce sujet — la garnison de Petrograd dira le dernier mot.

La propagande était menée quotidiennement sur ce terrain. En fixant le Congrès au 25 octobre et en faisant porter la première et, au fond, l'unique « question » inscrite à l'ordre du jour sur la réalisation (non la condamnation, mais la réalisation) de la remise du pouvoir aux Soviets, c'est-à-dire, en d'autres termes, en fixant le coup d'Etat au 25 octobre, nous préparions ouvertement, aux yeux de la « société » et de son « gouvernement », une force armée pour accomplir la révolution.

La question de l'envoi hors de Petrograd d'une partie considérable de la garnison se trouvait intimement liée à la préparation du Congrès. Kérénsky craignait (avec raison d'ailleurs) les soldats de Petrograd. Il proposa à Tchérémissof, qui commandait alors l'armée du Nord, d'appeler au front les régiments qui n'étaient pas sûrs. Tchérémissof, comme en témoigne la correspondance qui fut trouvée après le 25 octobre, s'y refusait, estimant que la garnison de Petrograd était trop atteinte par la propagande bolcheviste et, par conséquent, ne pouvait être d'aucune utilité dans la guerre impérialiste ; mais sur les insistances de Kérénsky, que guidaient des motifs purement politiques, Tchérémissof finit par donner l'ordre exigé de lui.

Dès que l'ordre relatif au transfert des unités de la garnison eut été transmis « pour exécution » par l'état-major de l'arrondissement

militaire au Comité Exécutif du Soviet de Pétrograd, il devint clair pour nous, représentants de l'opposition prolétarienne, que cette question pouvait acquiescer, au cours de son développement ultérieur, une importance politique décisive. Dans l'attente anxieuse du coup d'Etat fixé au 25 octobre, Kérensky tenta de désarmer la capitale rebelle. Il ne nous restait plus alors qu'à opposer au gouvernement de Kérensky, sur ce terrain, non seulement les ouvriers, mais toute la garnison. Tout d'abord, nous décidâmes de créer sous forme de Comité Révolutionnaire de Guerre, un organe destiné à vérifier les raisons de guerre susceptibles de justifier l'ordre d'éloigner la garnison de Pétrograd. Au fond, c'est ainsi que fut créé, à côté de la représentation politique de la garnison (la section des soldats dans le Soviet), le quartier général révolutionnaire de cette garnison. De nouveau, les menchéviks et les socialistes révolutionnaires « comprirent » qu'il s'agissait de créer l'appareil d'une insurrection armée, et ils le déclarèrent ouvertement à la séance du Soviet. Tout en votant contre la formation du Comité Révolutionnaire de guerre, les menchéviks entrèrent dans sa composition — en qualité d'employés d'enregistrement ou de scribes — au moment même du coup d'Etat. C'est ainsi qu'après avoir marchandé préalablement dix jours d'existence politique de plus, ils s'assurèrent ensuite le droit d'assister, en qualité de spectateurs honorifiques, à leur propre mort politique.

Le Congrès avait donc été fixé au 25 octobre. Le parti, sûr d'avoir la majorité, donna pour tâche au Congrès de s'emparer du pouvoir. La garnison, qui avait refusé de quitter Pétrograd, fut mobilisée pour la défense du Congrès attendu. Le Comité Révolutionnaire de guerre, opposé à l'état-major de l'arrondissement, fut transformé en état-major révolutionnaire du Soviet de Pétrograd. Tout cela se fit ouvertement, aux yeux de tout Pétrograd, du gouvernement de Kérensky et du monde entier. Le fait est unique dans son genre.

Pendant ce temps, la question de l'insurrection armée faisait ouvertement l'objet de débats, aussi bien dans le parti que dans la presse. Les discussions s'écartèrent sensiblement du cours des événements en ne rattachant l'insurrection ni au Congrès, ni à l'éloignement de la garnison, mais en envisageant le coup d'Etat comme un complot préparé conspirativement. En réalité, l'insurrection armée ne fut pas seulement « acceptée » par nous, mais elle fut préparée pour une date précise, fixée d'avance, et son caractère même fut déterminé préalablement — tout au moins en ce qui concerne Pétrograd — par l'état de la garnison

et l'attitude de celle-ci envers le Congrès des Soviets.

Certains camarades accueillaient avec scepticisme l'idée que la révolution pût ainsi être fixée à une date précise. Il leur paraissait plus sûr de la faire d'une manière strictement conspirative et de profiter de l'avantage considérable que nous ne pouvions manquer d'avoir en agissant à l'improviste. Effectivement, Kérensky, attendant l'insurrection pour le 25 octobre, pouvait s'y préparer en faisant venir des forces fraîches, en « épurant » la garnison, etc.

Mais c'est précisément la question de la modification de la composition de la garnison de Pétrograd qui devint le centre même du coup d'Etat fixé au 25 octobre. La tentative faite par Kérensky pour modifier la composition des régiments de Pétrograd fut considérée — à juste titre d'ailleurs — comme la suite de l'attentat de Korniloff. En outre, l'insurrection « légalisée » hypnotisait en quelque sorte l'ennemi. En ne faisant pas exécuter à la lettre l'ordre qu'il avait donné d'envoyer la garnison au front, Kérensky accrut considérablement la confiance des soldats en eux-mêmes et contribua, de la sorte, à assurer le succès du coup d'Etat.

Après la révolution du 25 octobre, les menchéviks, surtout Martof, ont beaucoup parlé de la prise du pouvoir par une poignée de conspirateurs, qui auraient agi, selon eux, à l'insu du Soviet et de la classe ouvrière. Il est difficile d'imaginer une offense plus caractérisée à la vérité telle qu'elle découle des faits eux-mêmes ; il est difficile aussi de se donner un plus éclatant démenti. Lorsque, à la réunion de la section soviétiste de la Conférence démocratique, nous fixâmes, à la majorité des voix, le Congrès des Soviets au 25 octobre, les menchéviks déclarèrent : « Vous fixez la date du Coup d'Etat ». Lorsque, en la personne de l'immense majorité du Soviet de Pétrograd, nous refusâmes de faire sortir les régiments de la capitale, les menchéviks affirmèrent : « C'est le début de l'insurrection armée ». Lorsque, au Soviet de Pétrograd, nous formâmes le Comité Révolutionnaire de guerre, les menchéviks constatèrent : « C'est l'appareil de l'insurrection armée ». Et lorsque, au jour fixé, avec l'aide de l'appareil préalablement « révélé », l'insurrection qui avait été prédite eut réellement lieu, le jour annoncé, ces mêmes menchéviks se mirent à crier « qu'une poignée de conspirateurs avait fait un coup d'Etat à l'insu de la classe ouvrière ». En réalité, la seule accusation que l'on pouvait porter contre nous sur ce terrain, c'était d'avoir, au Comité Révolutionnaire de guerre, préparé certains détails techniques « à l'insu » des membres menchéviks.

Il est hors de doute qu'une tentative de complot militaire faite indépendamment du deuxième Congrès des Soviets et du Comité Révolutionnaire de guerre n'aurait abouti à cette époque qu'à jeter le trouble dans la marche même des événements, et aurait même pu faire échouer momentanément le mouvement insurrectionnel. La garnison, à laquelle appartenaient des régiments sans formation politique, aurait accueilli la prise du pouvoir par notre parti, par voie de complot, comme un événement étranger pour elle et même comme une mesure hostile à certains régiments. Au contraire, ces régiments considèrent comme tout à fait naturel, facile à comprendre, et même nécessaire, le refus de quitter Pétrograd, afin d'assumer la protection du Congrès des Soviets, qui était destiné à devenir le pouvoir du pays. Les camarades qui qualifiaient d'utopie la fixation de l'insurrection au 25 octobre ne faisaient au fond que méconnaître notre force et la puissance de notre situation politique à Pétrograd, en face du gouvernement de Kérensky.

Le Comité Révolutionnaire de guerre, qui existait légalement, envoya des commissaires dans toutes les unités de la garnison de Pétrograd et devint ainsi dans le sens le plus vrai, le maître de la situation. Nous avions sous les yeux, en quelque sorte, la carte politique de la garnison.

Nous pouvions à tout moment opérer le groupement de forces nécessaires et nous assurer de tous les points stratégiques. Il restait à supprimer les frottements et la résistance éventuelle des unités les plus arriérées politiquement, surtout des unités de cavalerie. Ce travail fut accompli par nous dans des conditions on ne peut plus favorables. Dans les meetings organisés dans les régiments, notre mot d'ordre : « Ne pas quitter Pétrograd et assurer par la force armée la prise du pouvoir par les Soviets », fut adopté par tous, à peu d'exceptions près. Dans le régiment Semenof, le plus conservateur, Skobelev et Gotz — qui apportaient justement aux soldats le clou de la saison, sous la forme d'un projet de voyage diplomatique que Skobelev eût fait à Paris dans le but d'éclairer Lloyd George et Clemenceau, non seulement ne provoquèrent aucun enthousiasme mais, au contraire, subirent un échec complet. La majorité des soldats votèrent pour notre résolution.

Au Cirque Moderne, à la réunion des cyclistes militaires qui étaient considérés comme les soutiens de Kérensky, notre résolution obtint l'immense majorité des voix. Le quartier-maître général Poradélov prononça un discours masinant pour faire appel à la conciliation, mais ses amendements évasifs furent repoussés.

Le coup de grâce fut porté à l'ennemi au cœur même de Pétrograd, à la forteresse Pierre-et-Paul. Voyant l'état d'esprit de la garnison de la forteresse, qui assistait tout entière à notre meeting dans la cour de la forteresse, le commandant adjoint de l'arrondissement militaire proposa, sous la forme la plus aimable, de « s'entendre et de mettre fin aux malentendus ».

Nous promîmes, de notre côté, de prendre les mesures nécessaires pour en finir entièrement avec les malentendus. Et, en effet, deux ou trois jours plus tard, c'en était fini avec le gouvernement Kérensky, le plus grand malentendu de la révolution russe.

L'histoire tourna la page et ouvrit le chapitre des Soviets.

L. TROTSKY.

14 septembre 1919, Balachov-Sérébriakovo.

NOTRE BULLETIN

L'accueil réservé au *Bulletin Communiste*, les encouragements et les suggestions reçues de toutes parts, nous incitent à rendre hebdomadaire sa publication et à le mettre en vente dans les principales villes de province.

Dorénavant, le *Bulletin Communiste* paraîtra tous les jeudis et sera vendu partout 50 centimes.

Nous invitons les milliers de camarades qui se sont prononcés pour l'adhésion à la troisième Internationale à acheter régulièrement et à répandre le *Bulletin Communiste*. Nous invitons tous les militants à s'abonner sans retard. (Voir d'autre part les conditions d'abonnement.)

A tous ceux qui souscriront un abonnement de 50 numéros, nous enverrons gratuitement (sur leur demande) huit publications à choisir dans la liste ci-dessous. Les indiquer seulement par les numéros.

Les abonnés à 20 numéros auront droit à quatre de ces publications.

Pour le port, joindre 0 fr. 50 en timbres pour les envois de 4 exemplaires, ou 1 franc pour ceux de huit.

Ceux qui sont déjà abonnés à 20 numéros peuvent nous demander leurs brochures.

Nous pouvons, nous devons avoir mille abonnés au 1^{er} mai. Que tous les communistes fassent la propagande nécessaire.

LISTE DES PUBLICATIONS A CHOISIR

1. Manifeste et Résolution de l'Internationale communiste.
2. Hommage à la République des Soviets, par Henri Barbusse, etc.
3. Pochette de cartes postales (Lénine, Trotsky, Lounatcharsky, Alexandra Kollental).
4. Lettre aux ouvriers américains, par N. Lénine.
5. Les Problèmes du Pouvoir des Soviets, par N. Lénine.
6. Terreur blanche et Terreur rouge, par Tchitchérine.
7. 2^e ou 3^e Internationale, par Robert Thal.
8. Vive la République des Soviets ! par Jacques Sadoul.
9. Eloge des Bolcheviks, par Boris Souvarine.
10. La 3^e Internationale, par Boris Souvarine.

LE SALUT DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE AU CONGRÈS DE STRASBOURG

Voici le texte de la Déclaration lue à la tribune du Congrès de Strasbourg, par la citoyenne Henriette Roland-Holst, au nom des secrétariats de Berlin et d'Amsterdam de l'Internationale Communiste :

Prolétaires de France !

Deux mondes vous regardent, deux époques historiques se disputent votre concours. D'une part, c'est le monde nouveau, celui de la Révolution émancipatrice, l'unique facteur du progrès ultérieur. Et d'autre part, c'est le monde bourgeois, celui des parasites et des vampires, qui, de tous ses pores, transpire de sang ouvrier.

Les prolétaires conscients de tous les pays, ceux qui ont triomphé de leurs exploiters nationaux et des bandes contre-révolutionnaires, ceux qui combattent encore sans trêve, ceux qui ont subi des défaites momentanées et que la canaille bourgeoise torture et écartèle, ceux qui se préparent pour la lutte finale avec un sang-froid admirable et ceux qui crient de douleur dans leur impuissance de briser l'étau de la réaction capitaliste, — tous, animés d'un unique désir : la Révolution sociale, suivent les moindres gestes du prolétariat français.

L'Internationale Communiste, assise solidement sur l'indestructible terrain du monde nouveau, réunissant l'avant-garde révolutionnaire de tous les pays, attend de vous, prolétaires de France, des décisions fermes et des actes hardis.

Tandis que le monde bourgeois, celui des brasseurs d'affaires et des massacreurs, celui qui vous enferme dans des taudis, qui se gave de votre travail et qui empoisonne vos cerveaux, vous guette avec obstination.

L'Internationale Communiste vous appelle à abattre le capitalisme et à construire la nouvelle organisation sociale, celle de l'humanité affranchie de l'esclavage de la propriété privée. Cependant que le monde bourgeois s'efforce au contraire de vous atteler à la besogne de reconstruction du système capitaliste.

Prenez garde, camarades français ! Si, de loin, nous ne pouvons pas apercevoir, comme vous qui êtes dans la lutte, les détails de la vie sociale et politique française, par contre, nous la voyons dans son ensemble. Et nous considérons comme notre devoir impérieux de vous mettre en garde : *votre bourgeoisie ne vous laissera pas un long intervalle de temps pour discuter paisiblement. Elle profite du répit que vous lui fournissez par vos hésitations, et plus exactement par l'hésitation de votre représentation politique, le Parti socialiste, non pas pour organiser la vie économique, non pas*

pour remédier au désastre général, mais pour organiser ses forces et pour vous écraser coûte que coûte.

Camarades français !

Nous constatons avec enthousiasme que vous échappez enfin, et non sans de pénibles combats, à l'influence néfaste des social-patriotes. Il est clair que l'état de guerre et la censure vous ont empêchés de le faire plus tôt. Notre foi dans la conscience de classe des ouvriers français est inébranlable et nous avons toujours été certains que le jour viendrait où les héritiers des traditions communistes en France, se porteraient à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire.

Dans votre irrésistible ascension révolutionnaire, vous avez déjà conquis une première position importante : vous avez brisé l'union sacrée avec la bourgeoisie, qui vous avait été imposée par des faux socialistes. Cette union sacrée est morte, et sa patronne, la 2^e Internationale, malgré ses dernières manœuvres, ne peut plus dissimuler sa faillite.

On vous dit qu'il y a des millions de prolétaires qui marchent encore derrière la 2^e Internationale, malgré sa trahison socialiste. Pourtant, cette constatation, même supposée juste, est-elle une raison pour lâcher d'y ramener les millions d'ouvriers qui s'en sont libérés ? N'est-il pas de notre devoir de nous placer nettement sur le terrain révolutionnaire, et d'y attirer par nos actes les hésitants ? Que la conscience de classe soit notre guide et la Révolution russe notre phare ! En fait, ce ne sont pas les millions d'ouvriers qui suivent la 2^e Internationale, mais c'est l'ancien état-major, — fonctionnaires, bureaucrates, ministres passés, présents ou futurs — qui subjugue la pensée ouvrière. Et dans ce travail d'embourgeoisement, des cerveaux ouvriers, il est secondé par les institutions bourgeoises et particulièrement par la presse vénale.

De même que vous, camarades de France, avez libéré vos cerveaux de l'influence social-patriote, de même les prolétaires des autres pays s'en délivreront. La logique révolutionnaire des événements est irrésistible : elle éveille et agite le prolétariat, plus vite et mieux que ne le feraient tous les écrits, discours et appels. Entraînons les masses ouvrières, et laissons les morts enterrer leurs morts.

Nous attendons de vous, camarades français, que vous poursuiviez votre marche en avant, que vous ne vous laissez pas endormir par des phrases et des déclamations qui dissimulent les anciennes pratiques, mais que vous luttiez pour créer un parti solide et discipliné, un parti de combat, en éliminant le poids mort du social-patriotisme et du réformisme.

NOTRE SOUSCRIPTION

Nous adressons un pressant appel aux milliers et milliers de socialistes qui ont donné le tiers des voix au Parti à la résolution du Comité de la troisième Internationale, pour qu'ils soutiennent financièrement notre *Bulletin*.

Les journaux opportunistes ont demandé et obtenu des centaines de milliers de francs des militants et organisations du Parti.

A notre tour, nous sommes en droit de demander aux fédérations, aux sections, aux militants qui adoptent la plateforme communiste, de réserver leurs ressources à l'organe de leur tendance.

Une souscription permanente est ouverte. Camarades, aidez-nous, soutenez le *Bulletin Communiste*.

2^e LISTE

F. Lorient, 10 francs ; B. Souvarine, 10 fr. ; Rapoport, 10 fr. ; Reynaud, 5 fr. ; Tourette, 5 fr. ; Goldenberg 5 fr. ; Hérial, 10 fr. ; Fromentin, 10 francs ; Mercier 25 fr. ; Deslinières, 10 fr. ; G. Pioch, 10 fr. ; Mme S. H., 2 fr. ; Varin, 1 fr. ; Cne Varin, 1 fr. ; quatre camarades de la 9^e section, 8 fr. ; un bolchevik, 2 fr. 50 ; S. Gallet, 5 fr. ; Contre les reconstruc-teurs, 1 fr. ; Un admirateur de Lénine, 1 fr. ; Georges Worms, 5 fr. ; A. L., 2 fr. ; Un ex-soldat russe, 10 fr. ; Vive la Troisième, 1 franc.

Total de la deuxième liste..... 149 50
Liste précédente 132 50

Total général 382 »

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros..... 25 francs
20 numéros..... 10 francs
10 numéros..... 5 francs

ETRANGER

50 numéros..... 30 francs
20 numéros..... 12 francs
10 numéros..... 6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre - PARIS

Demandez-nous des feuilles d'abonnements, et renvoyez-les au plus tôt couvertes de noms et d'adresses (sans oublier le montant).

Demandez-nous des numéros spécimens.

Donnez-nous des listes d'abonnés possibles, pour l'envoi de numéros d'essai.

Rappelez-vous que l'Internationale communiste, et particulièrement nos héros de la victorieuse Révolution russe, — première étape de la révolution mondiale, — ont été vivement impressionnés des moindres efforts que vous avez tentés pour la défense de la République des soviets. Malgré les cordons « sanitaires », en fait des cordons vomissant la mort et la destruction, les camarades russes ont toujours eu la possibilité de suivre, quoique en certains moments insuffisamment, par l'intermédiaire de vos propres organes, l'activité que vous avez déployée pour les défendre. L'Internationale communiste ne vous fera pas l'injure de vous remercier. Car tout ce que les camarades français, ainsi que ceux des autres pays, ont fait et font pour la défense de la République des soviets, ils l'ont fait et le font dans l'intérêt de la Révolution sociale de leur propre pays.

La République des soviets, quoique créée par les propres forces des prolétaires et paysans russes, est néanmoins dans sa tendance historique autant russe que française, anglaise, allemande, etc. Elle est le premier succès de la Révolution prolétarienne mondiale.

Sous l'étendard de l'Internationale communiste, rejetant toute concession de nature à émousser les revendications ouvrières intégrales, les prolétaires doivent agir comme une seule armée contre le bloc du capitalisme mondial.

Prolétaires de France,

Notre appel ne peut pas exposer les principes et la tactique de l'Internationale communiste. Vous les trouverez ailleurs. Vous ne devez pas vous plaindre que l'Internationale communiste, par ses organes ou les écrits de ses meilleurs représentants, critique quelquefois la conduite de votre parti et de vos chefs. Cela prouve qu'elle se soucie au plus haut point de votre avenir, qui est l'avenir du prolétariat mondial.

Nous considérons que le second acte de votre affranchissement de l'influence bourgeoise, acte nécessaire pour acquérir la liberté de mouvement et d'action, et qui découle logiquement de votre intention de quitter la 2^e Internationale, est de rompre avec les partisans de cette dernière, et d'entrer ainsi, assainis et décidés, dans l'Internationale communiste.

Prolétaires de France,

En vous adressant nos salutations fraternelles, à l'occasion du Congrès de Strasbourg, nous sommes sûrs que le feu ardent qui anime vos glorieux pères de 1848 et de 1871, inspirera vos décisions pour vos actions prochaines.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
Vive la Révolution mondiale !

Vive la Fédération universelle des Républiques des soviets !

Au nom du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et par mandat du secrétariat ouest-européen et du Bureau auxiliaire d'Amsterdam,
A. ALBRECHT, H. ROLAND HOLST.

Le Groupe Communiste Français de Moscou

A l'occasion du Premier Anniversaire de la fondation du groupe communiste français de Moscou, notre camarade Pierre Pascal, secrétaire du Groupe, a publié en Russie un rapport sur l'activité de cette organisation. Nos lecteurs, qui savent de quelles calomnies la presse bourgeoise a accablé nos camarades communistes français de Moscou, liront avec un vif intérêt ce document important, inédit en France :

Nous fêtons notre premier anniversaire. Le 30 août 1918, les *Isvestia* publiaient l'annonce suivante : « Tous les camarades parlant français et anglais et sympathisant avec l'idéal du Parti Communiste sont invités à assister à la réunion qui aura lieu le samedi 31 août, à sept heures du soir, sur la Vozdvijenska, n° 20. Ordre du jour : 1° Rapport sur la situation, en anglais, par les camarades Price, Morgan, Philipps ; en français, par la camarade Jeanne Labourbe ; 2° Organisation du groupe communiste anglo-français. »

C'était à la veille de l'attentat sur Lénine, visiblement inspiré et organisé par les missions diplomatiques et militaires anglaises et françaises. Le rapprochement des deux dates n'est pas fortuit : la guerre ouverte était déclarée entre la bourgeoisie et le prolétariat, et les meilleurs des travailleurs français de Moscou s'insurgeaient délibérément contre le gouvernement oppresseur de la classe ouvrière en France, assassin de ses chefs en Russie. Le misérable espion du général Lavergne, qui assistait à la séance du 31 août, était loin de se douter sans doute qu'il avait en face de lui un des premiers et minuscules embryons du grand Parti appelé à révolutionner la France. Et pourtant, bien des mois avant le Congrès de la troisième Internationale, Jeanne Labourbe était un précurseur. Dans sa jeunesse laborieuse, elle avait gardé les troupeaux dans son village de Bourgogne, puis elle entra en service à la ville, jusqu'au jour où la lettre d'une compagne fut l'occasion de son départ en Russie. Installée dans une famille polonaise, elle dut y jouer ce rôle douloureux d'institutrice et de demi-servante qui lui permit cependant, tout en enseignant à son élève sa langue maternelle, de compléter sa propre éducation. Lorsque éclata la révolution de 1905, son grand cœur, son courage viril, son dévouement absolu à toutes les causes justes, la lancèrent dans le mouvement libérateur. Elle s'y donna certainement tout entière, comme nous l'avons vue parmi nous ne vivre que pour le groupe et pour le communisme. On sait comment elle est morte le 2 mars 1919, lâchement assassinée dans la nuit, au fond d'un faubourg désert d'Odessa, par un groupe d'officiers français et russes, sous la présidence du général Borius.

Aussitôt arrivée dans la ville, les succès de sa propagande parmi les troupes d'occupation avaient effrayé le commandement : il fallait à tout prix la faire disparaître. On n'osa pas l'exécuter. Le général tout-puissant préféra la faire assassiner secrètement avec un certain nombre d'autres communistes français d'Odessa, et le lendemain, une note officielle attribuait le crime à des brigands anonymes. La bourgeoisie française avait raison : elle s'était jugée elle-même.

Aussitôt le groupe communiste créé à Moscou, Jeanne Labourbe voulut fonder un journal ; elle rechercha les conseils de ceux qu'elle estimait les plus capables de mener l'œuvre à bien. Elle vit Lénine, qui lui donna son approbation ; le commissariat des affaires étrangères lui fournit le papier, l'imprimerie ; un rédacteur politique, le camarade Nionrine ; le capitaine Sadoul, qu'elle connaissait de nom pour son rôle à la fois diplomatique et révolutionnaire à la mission militaire, promit au journal sa collaboration active. Elle-même, avec son activité dévorante, accomplit le travail absorbant et ingrat des démarches multiples à faire à travers Moscou. Mais, surtout, elle redoubla son travail de propagande.

Le groupe, à son origine, était composé de quelques camarades dévoués, français et françaises, établis depuis longtemps en Russie, qui depuis lors n'ont jamais cessé de travailler dans ses rangs, et qui, aussitôt, se consacrèrent à la traduction des ouvrages fondamentaux du communisme russe. Beaucoup de camarades russes, roumains, qui ont pu se familiariser à Paris avec le mouvement ouvrier français, avaient tenu à compter parmi les premiers fondateurs du groupe et à le faire profiter, dans les débuts surtout, de leur précieuse expérience. Mais son élément spécifique lui fut fourni dès octobre et novembre par l'adhésion de nombreux membres de la mission militaire. Si leur expérience de la vie russe avait suffi à rendre communistes nos camarades de Moscou, les membres de la mission militaire, soldats de la guerre mondiale prolongée par l'impérialisme allié en Russie, avaient en outre été instruits par le spectacle quotidien des crimes et de la vilénie de leurs chefs. Tout homme sans crainte et de bonne foi, devant un pareil spectacle, ne pouvait qu'être écœuré de tant de pourriture et d'inintelligence. La politique bourgeoise doit rester ignorée de ceux-là mêmes qui en sont les instruments, témoin notre camarade Marchand : aussitôt qu'il a su, il est passé dans notre camp. Je n'ai pas vu à la mission militaire, ni dans la colonie française, un seul individu convaincu de la légitimité du capitalisme : ceux qui ont refusé d'adhérer au communisme sont ou bien des bourgeois profiteurs conscients, ou bien des monarchistes à courte vue, craignant de déplaire à leurs maîtres du jour.

Le groupe se donna tout entier à la publication d'un journal hebdomadaire, la *Troisième Internationale*, dont le premier numéro parut le 20 octobre 1918. Notre but était d'atteindre le prolétariat français, partout où nous trouverions de ses représentants, à Moscou, dans les armées interventionnistes, et enfin en France. Nous savons aujourd'hui que ce but fut atteint, puisque la *III^e Internationale* a été connue sur les fronts et a fait du bruit en France. Mais alors, que d'inquiétude et de tristesse, à l'idée que peut-être nous travaillions dans le vide ! Heureusement, il n'est pas de censure ni de sentinelle qui puisse arrêter la vérité. La *III^e Internationale*, à laquelle tous nous avons collaboré, a répandu la saine doctrine : haine à l'impérialisme, défense du prolétariat russe, révolution sociale et soviétiste immédiate en France. Si elle a fait longtemps crédit au groupe de Longuet, en faveur de sa campagne contre l'intervention, elle lui a un jour sévèrement

rappelé, par une lettre ouverte de la rédaction, que la seule défense efficace de la révolution russe était de faire la révolution en France, de rompre nettement avec les pseudo-socialistes, traîtres à la cause ouvrière, et de conduire résolument le prolétariat dans la seule voie possible de la révolution soviétiste et du communisme.

En même temps, le camarade Sadoul publiait les appels à la révolte destinés aux soldats et marins français envoyés en Russie. Il publiait ses lettres sur la Russie des soviets, malheureusement datées de juillet 1918, premier portrait véridique de l'œuvre accomplie par le Parti communiste russe. D'autres publications françaises, originales ou traduites, sortaient de l'imprimerie : feuille volante sur les alliés et la Russie, appel aux camarades soldats, brochure « Vers la Révolution », lettre de Lénine aux ouvriers d'Europe et d'Amérique, programme du Parti spartacien, « Pour nos frères de Russie », « La Politique du Tigre », « L'Entente et le Problème russe », d'autres encore. Le journal donnait la traduction ou le commentaire des actes officiels du pouvoir des soviets, des principaux discours de Lénine, etc. Le fameux appel de Gorki aux intellectuels y fut imprimé en entier. La traduction de la note à Wilson, de Tchitchérine, fut faite également par les soins du groupe. Enfin, nos camarades de France savent les efforts que le groupe de Moscou a faits pour les informer, à chaque occasion qui se présentait.

Cependant commençait à Moscou, au Club de la III^e Internationale, une série de meetings destinés à attaquer de front la colonie française. Le premier, en décembre, fut mixte, en raison de la présence des prisonniers anglais et américains. Les suivants furent seulement français. Le public accourait volontiers pour entendre les membres du groupe et les camarades russes qui voulaient bien nous accorder leur concours.

Au milieu du travail, il nous resta le souvenir d'un jour de fête : c'était le 7 novembre, premier Jubilé de la Révolution prolétarienne. Ce jour-là, le groupe communiste français occupa sa place dans l'immense cortège qui, descendant la Tverskaïa, se massa devant le Kremlin, sur la place Rouge. Au milieu des innombrables bannières des corporations et des organisations politiques, la nôtre faisait flotter au vent sa devise : « Vive la Révolution sociale en France », et pour faire de cette journée un acte plus significatif de protestation contre la vilénie bourgeoise, nous avions partagé cette bannière avec le groupe communiste allemand. Le morceau d'andrinople qui la constituait portait sur une de ses parties l'inscription allemande, sur l'autre l'inscription française. Depuis, le groupe communiste français a toujours participé aux manifestations publiques témoignant de sa solidarité internationale du prolétariat : le premier mai encore, il devait se montrer dans le cortège de la troisième Internationale. Son délégué a été présent, avec voix consultative, comme il était convenu pour les représentants des groupes, au Congrès de l'Internationale communiste du mois de mars ; il y déposa des thèses condamnant la démocratie bourgeoise, il y intervint pour parler du mouvement révolutionnaire en France, il y prononça un vote motivé en faveur de la proclamation immédiate de la troisième Internationale.

A cette époque, le groupe s'enrichit du camarade Henri Guilbeaux, expulsé de Suisse, arrivé juste pour le dernier jour du Congrès de la troisième Internationale, auquel il représenta, avec voix délibérative, les éléments syndicalistes et

socialistes de gauche. Plusieurs adhésions ayant eu lieu dans l'intervalle, le groupe put ajouter vers cette époque, à son activité extérieure, une vie intérieure jusqu'alors inconnue : les réunions devinrent régulières, un statut fut préparé et voté, un bureau de trois, puis de cinq membres élu. La formation politique de ses membres, le souci de la coordination des efforts, les nécessités complexes de l'action extérieure, exigeaient la substitution au travail individuel d'une vie de groupe intense et discipliné. L'exaspération grandissante de la lutte révolutionnaire réclamait une ligne de conduite plus ferme que jamais, une adhésion de plus en plus consciente aux principes de la troisième Internationale. Le Communisme est une voie longue à parcourir : on peut dire que le groupe français, sous la leçon des événements, a fait des progrès dans cette voie.

Depuis le mois de mars, son importance matérielle et morale s'est considérablement accrue. Partie intégrante de la Fédération des Groupes communistes étrangers, il entra par là même comme une organisation distincte dans le Parti communiste de Russie. Il n'attend que la constitution définitive du Parti communiste de France pour travailler dans son sein.

Le nombre de nos camarades n'a pas cessé d'augmenter, bien que plusieurs nous aient déjà quittés pour aller travailler en Ukraine. Nos réunions sont devenues le rendez-vous attendu et vivant auquel chacun pose les questions qui l'intéressent, ou fait part de ses observations et des renseignements utiles qu'il a pu recueillir. En nous donnant au service de la République soviétiste russe, notre but est double, à la fois travailler pour la révolution dans le pays qui, le premier, l'a faite, et acquérir toute l'expérience possible dont profitera un jour, que nous espérons prochain, la révolution en France. Nous sommes les ouvriers acharnés de la révolution : nous avons résolu de poursuivre ici et partout les représentants de la bourgeoisie française, de conquérir à notre idéal, de rendre conscients de leurs intérêts et de leurs devoirs les représentants de la classe laborieuse française, afin d'aider nos camarades russes à mettre sur pied l'immense édifice de la société nouvelle. Tel est l'objet éloigné de toutes nos réunions, de tous nos efforts. Nous avons la ferme confiance d'être en parfait accord sur tous les points avec les éléments communistes de France, avec lesquels les circonstances extérieures ne nous permettent pas, malheureusement, d'entretenir la liaison désirable. Nos plus intéressantes séances ont d'ailleurs été celles où des camarades russes, revenus de France, entre autres Manouïlski et Armand, nous ont parlé du renouveau qui semble avoir revivifié ce pays. Leur arrivée fut même l'occasion d'un meeting triomphal où le public de petits bourgeois qui représente actuellement la majeure partie de la colonie française de Moscou vota un ordre du jour flétrissant violemment la politique du gouvernement français vis-à-vis des masses travailleuses d'Allemagne et de Russie. Le point de vue bourgeois, patriote, capitaliste, défendu par un des auditeurs, notable propriétaire d'une maison de vins de Moscou, ne trouva aucun succès.

Nous avons cherché à éveiller dans le public, que les circonstances mettaient à notre disposition, ne fût-ce qu'une étincelle du feu sacré, ne fût-ce qu'un commencement de compréhension de la doctrine communiste. Dans cette mesure réduite, nous avons réussi. On fréquente nos meetings, on y achète les brochures que nous mettons en vente. Les Français qui sont à Moscou et qui

voudraient retourner en France pour échapper à la gêne d'un pays en état de blocus industriel et alimentaire, où ils sont depuis plus d'un an privés de toutes nouvelles de leurs parents de France, se rendent compte que leur malheur vient uniquement du gouvernement français, fort peu préoccupé de leur sort, et non du gouvernement russe, qui fait tout pour l'adoucir, tandis que là-bas, nos camarades russes sont envoyés au bagne. Un de nos meetings a traité de la paix de Versailles, un autre avait été consacré à la commémoration de la Commune, un troisième aux devoirs présents du prolétariat français vis-à-vis de la troisième Internationale. Nous avons eu comme orateurs, outre Manouïlski, un camarade de la République soviétique bavaroise, Kolloutai, l'apôtre des femmes, la camarade Armand, revenue de France ; enfin, le plus souvent, les camarades du groupe, dont les noms se retrouvent encore au bas des articles de cette revue. La caractéristique du travail révolutionnaire en Russie est qu'il vous sollicitait et vous assiège de tous les côtés à la fois. On se demande comment certains camarades russes, occupés simultanément à l'administration, à la propagande, à la publication d'articles et de brochures, et invités en outre à parler dans les meetings, les clubs ou les séances théâtrales, trouvent encore le temps de dormir. Si les membres du groupe français sont également appelés par toutes sortes d'activités, c'est là une preuve de la vitalité et de l'utilité de ce groupe, et c'est peut-être un gage de l'expérience acquise par ses membres dans la pratique du régime soviétique.

Il existe à Moscou un refuge français donnant asile à environ trois cents personnes qui y trouvent le logement et la table. Cet établissement était jadis entrevenu par des fonds du consulat et administré avec un arbitraire révoltant par un soi-disant comité de la colonie française, composé des industriels du cru enrichis à millions sur le dos du peuple russe, contre-révolutionnaires avérés, esclavagistes impénitents. Grâce à notre groupe, ce comité a cédé la place à un comité élu à la suite d'une assemblée générale de la colonie, et le refuge est maintenant administré par une commission responsable. Tandis qu'auparavant il n'était qu'un foyer d'inaction et de cancalisme, il est rendu à sa véritable destination d'asile pour les impotents, les vieillards et les femmes chargées d'enfants, qui y sont entretenus gratuitement par nos soins. Tous les autres sont astreints au travail, nous les aidons d'ailleurs à en trouver, et payent leur pension. Plusieurs de nos camarades se sont rendus parmi eux pour leur expliquer les raisons de notre conduite et les bienfaits de notre intervention. Nous venons d'obtenir en faveur de la « Commune de Travail » ainsi créée l'envoi en province d'une commission de ravitaillement dont on attend le retour. Nous avons aussi à nous occuper des débris de la mission militaire et des prisonniers d'Arkhangelsk. Avec les uns et les autres, nous restons en relations étroites. Tous travaillent librement dans elles ou telles institutions, qui parfois dépendent même de l'armée rouge.

Si nous voulons montrer ici même aux travailleurs de langue française que le pouvoir des soviets est réellement le pouvoir des travailleurs établi pour le bien, tout le monde sait d'autre part qu'à la moindre tentative de contre-révolution ou de spéculation nous serons les premiers à demander à la terrible commission extraordinaire une sévérité implacable. Ce n'est pas au moment où partout on fusille sans jugement les communistes

que nous devons trahir la révolution sous prétexte de compatriotisme. Mais la terrible commission est en fait la plus bienveillante personne qui se puisse imaginer, et la Terreur rouge proclamée en Russie étonnerait véritablement tout bourgeois français qui serait à même d'en observer l'application.

Enfin, la présente revue sera le miroir de la vie du Groupe communiste français de Moscou ; elle resserrera nos liens avec nos camarades de Russie et de France ; puisse-t-elle contribuer pour sa part à la révolution et la création de la future République universelle des soviets.

Le Secrétaire du Groupe
Pierre PASCAL.

Explication définitive

Les reconstructeurs ont exploité tapageusement et sans loyauté, au cours de leur campagne précédant le Congrès de Strasbourg, un article de Lénine qui mentionnait comme organe bolchevik français le journal éphémère d'un aventurier. Non seulement ils se sont abaissés à assimiler cette feuille et ce gredin aux journaux et aux militants vraiment communistes, mais encore ils ont prétexté d'une citation incomplète de l'article de Lénine pour affirmer que les commissaires du peuple russe sont parfaitement ignorants de la situation politique en France.

Nous avons méprisé les procédés peu scrupuleux de nos insulteurs, en attendant patiemment les textes qui nous permettraient de mettre un terme à leurs agissements. Nous sommes en mesure aujourd'hui de donner aux camarades de bonne foi l'explication nécessaire :

En septembre dernier a été publié à Moscou un article signé Jean Fabrice sur la situation en France ; l'auteur a évidemment vécu ici et s'est tenu de son mieux au courant du mouvement révolutionnaire. Dans cet article, il décrit avec force détails les divers courants socialistes, syndicalistes, anarchistes, et donne beaucoup de renseignements, très exacts. Mais, insuffisamment versé dans les questions d'organisation et jugeant superficiellement les groupes et les publications diverses, il accrédite certaines erreurs dont il est lui-même victime. Il est inutile de les relever ici, sauf celle qui concerne notre sujet. Nous citons :

« Le camarade Anquetil a fondé le *Bolcheviste*. La censure démocratique n'a pas permis la publication d'un titre aussi subversif et ce journal, dont le tirage a doublé depuis son apparition, paraît sous le nom savoureux de... *Titre censuré* ».

A noter que Jean Fabrice, qui est visiblement anarchiste et qui donne avec naïveté du « camarade » à un agent du gouvernement à peine déguisé, ne dit rien d'inexact dans cette phrase ; son erreur est de tomber dans le panneau d'un malfaiteur. Mais cette erreur, Longuet devrait être le dernier à la lui reprocher, lui qui l'avait partagée, et qui se trouva en conflit avec ses collaborateurs plus clairvoyants et plus courageux, et qui s'opposa longtemps à la publication de la lettre révélatrice.

Sur la foi de l'article de Fabrice, nourri de faits, de citations, de détails précis, et par cela même méritant le crédit que nos camarades russes lui ont accordé (combien de camarades parisiens seraient incapables de relever les erreurs qu'il contient !) Lénine écrivit la phrase incidente que voici, dans un article consacré à tout autre chose :

« A Paris, le comité pour la reprise des relations internationale et le comité de défense syndicaliste ont pris position pour la Troisième Internationale. Deux journaux la défendent, l'*Internationale* de Raymond Péricat et *Titre Censuré* (le bolchevik ?) de Georges Anquetil ».

L'erreur est donc imputable à l'informateur, lequel était de bonne foi. Aujourd'hui, Moscou est complètement renseigné, et il y a lieu de croire qu'un tel incident ne se renouvellera pas. Mais rien ne légitimait le scandale soulevé par Longuet, et qui tourne à sa confusion.

Boris SOUVARINE.

Réponse de Borodine au « Populaire »

Notre camarade, M. Borodine, représentant de l'Internationale Communiste, auquel le Populaire a prêté des propos inexacts et des opinions qu'il n'a jamais eues ni exprimées, a remis à notre ami Boris Souvarine, la déclaration suivante, qui détruit les fausses assertions du journal des reconstructeurs :

Il a paru dans le Populaire une déclaration que j'aurais faite en Espagne. D'après cette déclaration, je serais nettement en désaccord avec les camarades de tous les pays qui poursuivent une campagne contre les centristes de la 2^e Internationale, tels Longuet et autres.

Ceci est plus qu'une interprétation déformée de ce que j'ai dit aux diverses conférences et conversations que j'ai eues avec les camarades espagnols de la gauche. C'est un mensonge employé par le Populaire dans la supposition qu'il passerait inaperçu. J'ai devant moi les compte-rendus de toutes les conférences et de tous les entretiens que j'ai eus avec les camarades espagnols. Ces compte-rendus ont été vérifiés et signés par l'interprète. Voici un extrait concernant le point en question.

Un des camarade, dans une conférence tenue le 28 décembre 1919, avait suggéré que la gauche espagnole écrive aux indépendants d'Allemagne pour demander que la conférence des éléments révolutionnaires de la Deuxième Internationale, proposée pour les convertir à la Troisième, soit convoquée le plus tôt possible, et il me demanda ce que j'en pensais. Je répondis : « *Croyez-vous vraiment que vous convertirez quelque partie de la Deuxième Internationale ?* » — « *Non, dit-il, je n'en crois rien, mais nous ne pouvons pas nous moquer complètement de la volonté exprimée du parti, et passer tout de suite à la Troisième. Nous devons rester fidèles à l'esprit de la résolution votée à la conférence extraordinaire.* » — « *Très bien, dis-je, lesquels parmi les éléments soi-disant révolutionnaires de la Deuxième Internationale allez-vous appeler à la conférence ? Quels éléments révolutionnaires se trouvent dans la Deuxième ? Tous les socialistes véritablement révolutionnaires l'ont déjà quittée. Branting ? Victor Berger ? Toutes les gauches sont avec la Troisième. Voilà ce que je voudrais vous faire comprendre. Considérons la chose pays par pays. Par exemple, qui inviteriez-vous, à votre conférence, des Etats-Unis ? Les éléments radicaux, les partis communiste et communiste-travailleuse, sont déjà dans la Troisième. Il ne reste que la réactionnaire fraction socialiste de Berger et Hillquitt. L'appelleriez-vous ? En France, le groupe Loriaut est avec la Troisième. Inviteriez-vous Longuet ? Inviteriez-vous Henderson et Macdonald en Angleterre ? Branting en Suède ? En Italie et en Norvège, les forces entières des partis socialistes ont passé à la Troisième. Pourquoi parler en termes vagues des éléments révolu-*

tionnaires de la Deuxième ? Il n'y a pas de tels éléments. Il n'y a donc pas de raison d'attendre ou de proposer de nouvelles conférences avant de se joindre à la Troisième. »

Et quant à maintenir l'unité dans leur parti, je leur dis que je regardais comme saugrenue leur coopération avec la Vieille Garde et avec le centre, une sorte d'alliance contre nature, un mariage d'éléments incompatibles. Là-dessus, l'interprète fait dans son rapport le commentaire que voici : « Cette dernière fiction des éléments révolutionnaires de la Deuxième Internationale étant repoussée, ils se trouvent sans point d'appui. » Le rapport continue. « Pendant quelques minutes personne ne dit rien. Puis G... demanda : « Eh bien, que faire ? »

En conclusion, permettez-moi de souligner mon attitude à l'égard du centre. A cette époque de développement de l'Internationale Communiste, il faut raffermir plutôt qu'affaiblir notre opposition au Centre. La Deuxième Internationale est brisée en fragments ; ses éléments recherchent une maison — et ils s'adressent à la Troisième Internationale. Le problème fondamental est maintenant de maintenir l'intégrité révolutionnaire de l'Internationale Communiste ; et coopérer avec le centre ou apaiser notre hostilité envers lui, signifierait briser cette intégrité révolutionnaire.

L'Internationale Communiste existe depuis une année ; il y a eu une opportunité suffisante pour tous les éléments révolutionnaires de s'y joindre ; et la masse prépondérante des forces prolétariennes conscientes est maintenant dans la Troisième Internationale. Pour notre Internationale, faire des compromis avec le centre, — le centre qui s'accroche à la vieille Internationale ou qui propose « une autre Internationale » pour conserver à la fois les éléments indésirables et aussi les Bolcheviks et les Communistes, — coopérer ou faire des compromis avec ce misérable centre, signifierait la trahison des aspirations et de l'intégrité révolutionnaire de l'Internationale Communiste.

Ce que le camarade Lénine a dit du centre il y a trois années a été suffisamment justifié par les événements, et il reste aussi vrai que jamais, que le centre est le pire ennemi de la révolution prolétarienne ; cet asile des petits bourgeois et des girouettes ne traite pas des problèmes de la révolution ; il représente la transition du vieux mouvement au nouveau, usant des phrases révolutionnaires mais reniant la pratique révolutionnaire.

Au lieu de conciliation ou de compromis, guerre à mort contre le centre ! Il faut que les forces communistes, celles qui ne l'ont pas déjà fait, se détachent du centre et de la droite, de peur que leur séparation, comme dans le cas des Indépendants allemands, ne vienne trop tard.

M. BORODINE.

Le Mouvement Communiste en Grande-Bretagne

Les communistes et adhérents français à la Troisième Internationale seront intéressés d'apprendre les négociations qui se poursuivent actuellement en Grande-Bretagne pour la fusion des gauches des organisations révolutionnaires dans un parti communiste unifié.

Quatre organisations prennent part aux négociations : le *British Socialist Party* (B. S. P.), le *Socialist Labour Party* (S. L. P.), la *Workers' Socialist Federation* (W. S. F.) et la *Socialist Society* des Galles du sud.

La B. S. P. est de beaucoup le plus grand et le plus influent des quatre groupes. C'est la plus ancienne organisation socialiste de Grande-Bretagne, ayant été fondée en 1881, sous le nom de la *Social-Democratic Federation* (S. D. F.) lorsque ses chefs les mieux connus étaient H. M. Hyndman, William Morris, Herbert Burrows, H. Quelch, et E. Belfort Bax. Le B. S. P. a toujours été marxiste et intransigeant dans son opposition au capitalisme.

Lorsque en 1914, au déchainement de la guerre, les chefs du B. S. P., comme Guesde en France, Scheidemann en Allemagne, Vandervelde en Belgique, etc., sont devenus social-patriotes, et ont prêché l'union sacrée, la masse du parti a promptement expulsé ces traîtres de son sein. Dès ce moment, le B. S. P. et son organe hebdomadaire *The Call*, sous la direction de John Maclean, A.-A. Watts, Dora B. Montefiore, Tom Quelch (fils de feu Harry Quelch), et d'autres, poursuivaient une lutte intransigeante contre la guerre impérialiste et pour la solidarité internationale de la classe ouvrière. Saluant la Révolution russe en mars 1917, le B. S. P. comprit vite que pour que les fruits de la Révolution soient sauvés, il fallait que les Soviets prissent tout le pouvoir de l'Etat. Par l'activité de ses membres dans les organisations syndicalistes, par le *Call*, au moyen de meetings et de démonstrations populaires, et par une énorme diffusion de littérature socialiste, le B. S. P. a poursuivi une agitation croissante pour contraindre le gouvernement britannique à éloigner ses mains de la Russie « *Hands off Russia!* ». Il s'est déclaré sans équivoque pour la dictature du prolétariat et le système des Soviets, et il a toujours été conscient de son devoir, en véritable parti communiste, de suivre l'exemple des Bolcheviks russes, de travailler pour la révolution sociale complète et pour l'établissement d'une République socialiste britannique des soviets. Georges Tchitchérine et Maxime Litvinoff, les commissaires soviétistes russes, étaient tous deux membres du B. S. P.

Le S. L. P. fut fondé en 1903, après une scission de l'ancienne « *Social Democratic Federation* ». Ses membres sont peu nombreux,

mais très actifs, et ils sont confinés à l'Ecosse, avec quelques groupements en Angleterre et en Galles. Comme le B. S. P., son influence dépasse de beaucoup le nombre de ses membres ; il a édité beaucoup de littérature marxiste de grande valeur, et son organe *The Socialist* publié maintenant chaque semaine, a soutenu une lutte courageuse contre la guerre.

La W. S. F. fut établie à l'origine par Miss Sylvia Pankhurst comme *The Workers' Suffrage Federation* (Fédération Ouvrière Suffragiste) pour défendre le droit de vote pour les ouvrières. Elle n'a pas de membres dans les provinces, mais comprend un petit, quoique très actif groupement de travailleurs, pour la plupart des femmes, à Londres. Elle publie un journal hebdomadaire : *The Workers' Dreadnought*.

La *South Wales Socialist Society*, comme son nom l'indique, est une organisation galloise, se composant de quelques centaines de ci-devant membres de l'*Independent Labour Party* (I. L. P.), et elle est des tendances du S. L. P.

Les négociations actuelles ont commencé l'été dernier. Le mot d'ordre fut donné par la 3^e Internationale à tous les groupes intéressés qu'il était de leur devoir de communistes sincères de faire tous leurs efforts pour réaliser l'unification de toutes les organisations de Grande-Bretagne qui ont adhéré à la plate-forme communiste, et on demanda que chacune des organisations choisisse des délégués pour une conférence de *round table* sur la possibilité de fusion des quatre organisations dans un parti communiste unifié.

Quant aux principes fondamentaux et à la base générale de l'unité — l'action révolutionnaire de masses, les Soviets ou les organisations similaires, la dictature de la classe ouvrière comme l'instrument d'expropriation du capital, — il y eut une unanimité complète. Les divergences surgirent sur les relations du Parti communiste avec les syndicats et le Parti travailliste britannique.

Les délégués du B. S. P. exprimèrent l'opinion que la masse de ses membres feraient une condition d'unité que le nouveau Parti communiste soit affilié au Parti travailliste, pour constituer une aile gauche révolutionnaire dans ce parti, comme le mouvement politique de la classe ouvrière britannique. Ils exposèrent les raisons qui avaient amené le B. S. P. en 1914, après un laps de 12 années, à se joindre au Parti travailliste, et ils ont cité l'exemple des Bolcheviks russes, qui étaient restés dans les Soviets, même lorsque ceux-ci étaient dominés entièrement par les Menchevicks et les socialistes-révolutionnaires de droite et qui, à la longue, ont réussi à gagner les

masses. Ils arguèrent que, pour le parti communiste, s'isoler de l'organisation politique des masses, représentée par le Parti travailliste, serait saugrenu, comme l'avaient démontré la trentaine d'années d'expérience de l'ancienne S. D. F. Le temps, la logique des événements, et l'agitation croissante communiste, inciteraient les masses à rejeter les chefs actuels réactionnaires (Henderson, Thomas, Macdonald, etc.) et à organiser une action révolutionnaire.

Les délégués des autres groupes étaient vigoureusement opposés à l'affiliation au Parti travailliste comme condition de l'unité. Ils se sont déclarés sincèrement désireux d'unité, mais ils dirent que cependant quoiqu'ils fussent prêts individuellement à faire cette concession, leurs membres n'accepteraient jamais l'unité à cette condition.

Enfin, une suggestion conciliante fut présentée par le S. L. P. Cette proposition était que la question de l'affiliation au Parti travailliste soit laissée entièrement à résoudre au Parti communiste par un referendum de ses membres ; et les délégués du S. L. P. exprimèrent leur conviction que si l'unité était accomplie, et le Parti communiste définitivement constitué, leurs membres seraient fidèles au résultat du referendum sur le Parti travailliste, quel qu'il soit. De leur côté, les délégués du B. S. P. apprécièrent le fait que le S. L. P. avait fait une concession considérable pour les satisfaire et enfin la proposition fut adoptée à l'unanimité dans la forme que voici :

« Qu'il soit recommandé aux Comités exécutifs des quatre organisations, de consulter leurs membres respectifs à l'égard de leur volonté de fusionner les organisations dans un parti communiste unifié, sur les bases de la dictature du prolétariat et le système des Soviets, étant entendu que les relations du nouveau Parti avec le Parti travailliste seront déterminées par un referendum des membres du nouveau Parti, trois mois après sa formation. »

Quand la conférence de l'unité s'ajourna, tous les participants étaient pleins d'espérance que le laps de quelques mois verrait l'unification des forces et l'établissement du Parti communiste unifié. Ces espoirs, cependant, n'ont pas été confirmés par les événements. Les propositions pour l'unité, telles que nous les avons exposées, furent soumises et adoptées pour ainsi dire à l'unanimité, d'abord par les Comités Exécutifs et ensuite par les membres du B. S. P., de la W. S. F. et de la S. W. S. S. A la surprise de tout le monde, elles furent rejetées par le Comité Exécutif du S. L. P., et les délégués du S. L. P. à la conférence d'unité furent démissionnés d'office. Quand ces faits furent connus de l'Exécutif du B. S. P. nous tentâmes d'amener une conférence avec l'Exécutif du S. L. P. pour discuter les points en litige. Afin, d'ailleurs, de créer une atmosphère favorable à l'unité, nous avons suggéré des proposi-

tions pour une coopération plus étroite entre les deux groupes. Or l'Exécutif du S. L. P. déclina de nous rencontrer, et refusa l'offre de coopération. Il était irréductible dans sa demande que la clause des propositions d'unité concernant un referendum sur le Parti travailliste soit retirée sans réserves.

Telle était la situation lorsque la conférence d'unité se réassembla en janvier de cette année. En cette occasion, l'Exécutif du S. L. P. n'était pas représenté. Il fut invité, mais déclina de prendre de nouveau part aux négociations. Cependant, les délégués du S. L. P. à la conférence antérieure y assistaient non officiellement. Ils vinrent pour exprimer leur regret que l'Exécutif du S. L. P. ait repoussé la proposition d'unité qu'ils avaient approuvée en son nom et ils exprimèrent leur détermination d'user de tous leurs efforts pour l'amener à revenir sur sa décision.

Les délégués du B. S. P. à cette conférence proposèrent que les trois groupes qui ont accepté les propositions d'unité, procèdent d'après les plans de la décision originale, laissant à la logique des événements d'amener à eux le S. L. P. Ils suggérèrent l'établissement immédiat d'un comité mixte permanent des trois groupements, pour étudier les détails de la fusion — finances, journaux, bureaux, personnels, etc. — préparer un projet de plate-forme et de constitution du Parti Communiste, et convoquer un grand Congrès National qui aurait dû avoir lieu à Pâques, où le Parti communiste serait créé définitivement. Il fut aussi proposé que ce comité mixte permanent devrait être chargé de faire des déclarations sur toutes les questions nationales et internationales, d'agir en secrétariat britannique de la Troisième Internationale, et de poursuivre une grande campagne dans le pays avant le Congrès de Pâques.

La proposition du B. S. P., cependant, fut reçue très froidement par les délégués des deux autres organisations, la W. S. F. et la S. W. S. S. Ni l'une ni l'autre n'étaient prêtes à poursuivre les négociations sans le S. L. P., et la conférence se sépara sans avoir fait aucun progrès.

Quand l'Exécutif du B. S. P. se réunit à Londres, vers la fin février, toute la question des négociations d'unité fut revue, à la lumière d'un rapport présenté par les délégués qui avaient assisté à la réunion récente du Bureau auxiliaire de la Troisième Internationale à Amsterdam. Le B. S. P. maintient aussi vigoureusement que jamais l'opinion qu'il avait exprimée sur les relations du Parti communiste avec le Parti travailliste. Le « *Labour Party* » n'est pas un parti dans le sens usuel du mot, comme le Parti socialiste français, ou les partis socialistes d'autres pays. C'est une organisation des masses de la classe ouvrière britannique ; c'est la classe ouvrière qui s'exprime politiquement, et comme Lénine l'a dit : « Partout où se trouvent des travailleurs, par-

tout où l'on peut s'adresser aux ouvriers, partout où l'on peut exercer une influence sur la classe ouvrière », doivent être les communistes. Le B. S. P. ne demande pas que l'affiliation au Parti travailliste soit une condition d'unité ; mais il demande que le Parti communiste, une fois fondé, ait l'opportunité de décider lui-même de cette question importante de tactique. Mais le S. L. P. ne veut pas donner son assentiment. Il veut que la non-affiliation soit une condition de l'unité ; il veut engager le parti par avance contre l'affiliation et déterminer sa tactique avant sa naissance.

Néanmoins, le B. S. P. reconnaît que la question du Parti travailliste, si importante qu'elle soit, est secondaire au besoin d'unifier toutes les organisations de Grande-Bretagne qui adhèrent à la Troisième Internationale et qui acceptent le système des Soviets et la dictature de la classe ouvrière. *Le Parti communiste est la nécessité suprême.* Aussi l'Exécutif du B. S. P. a-t-il décidé de faire une nouvelle concession, et a-t-il exprimé sa volonté de retirer la clause de la re-

commandation originale de l'unité qui concerne le Parti travailliste. Cela doit parfaitement ouvrir la voie à l'unité. Cette décision du B. S. P. est faite, bien entendu, sans porter préjudice à la liberté de ses membres, de préconiser en qualité de membres individuels du Parti communiste, l'affiliation au Parti travailliste. On demandera un accord d'après lequel les sections du Parti communiste auraient une autonomie complète en ce qui concerne leurs relations avec les Partis travaillistes locaux ; et enfin on soumettra un exposé complet de la question du Parti travailliste au Comité Exécutif Central de la Troisième Internationale de Moscou.

Une nouvelle conférence d'unité, pour considérer cette offre du B. S. P. aura lieu d'ici peu. Il reste à savoir comment elle sera reçue par les autres groupements. Si leur désir d'unité est aussi vif que celui du B. S. P., le Parti communiste britannique sera bientôt un fait accompli.

Albert INKPIN.

Secrétaire du British Socialist Party.

Sur la Révolution russe et l'Internationale Communiste

IL FAUT LIRE :

<i>Boukharine.</i> — Le Programme des Communistes	1 25	<i>Boris Souvarine.</i> — La Troisième Internationale	» 50
<i>Antonio Coen.</i> — La vérité sur l'Affaire Sadoul	» 50	<i>Léon Trotsky.</i> — L'Avènement du Bolchevisme	4 »
<i>Lénine.</i> — Lettre aux Ouvriers américains. »	25	<i>Tchitcherine.</i> — Terreur blanche et Terreur rouge	» 10
<i>Lénine.</i> — Les Problèmes du Pouvoir des Soviets	» 50	X... — Manifeste et Résolution (plateforme) de l'Internationale communiste	» 50
<i>Marchand.</i> — Lettres à MM. Poincaré et Albert Thomas	» 25	X... — Constitution de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie.... »	30
<i>Arthur Ransome.</i> — Pour la Russie..... »	25	X... — Hommage à la République des Soviets, par : Henri Barbusse, Jean d'Espouy, Noël Garnier, R. Lefebvre, J. Longuet, M. Martinet, Georges Pioch, A. Pierre, Ch. Rappoport, Boris Souvarine, Vaillant-Couturier	1 25
<i>Arthur Ransome.</i> — Six semaines en Russie	3 50	<i>Robert Thal.</i> — 2 ^e ou 3 ^e Internationale.....	0 30
<i>René Reynaud.</i> — Petit Catéchisme bolchevik	» 25		
<i>Jacques Sadoul.</i> — Vive la République des Soviets !..... »	40		
<i>Jacques Sadoul.</i> — Notes sur la Révolution bolchevique	7 50		
<i>Boris Souvarine.</i> — Eloge des Bolcheviks.. »	60		

Librairie de la Vie Ouvrière, 96, quai Jemmapes, Paris.

La Vie Ouvrière

Hebdomadaire

Parait tous les vendredis

En vente partout : 15 centimes

Paris

96, quai Jemmapes (10^e)

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dagon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e)